



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-union-monetaire-europeenne>

# L'union monétaire européenne

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1989 - N° 882 - octobre 1989 -

Date de mise en ligne : lundi 7 avril 2008

Date de parution : octobre 1989

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

A propos des arrangements européens de Madrid de Juin 1989 vers une devise unique, "The Economist" scrute périodiquement le paysage bancaire des décennies à venir pour les citoyens d'Europe. Avec une touche d'ironie envers le projet "social" de Delors et Gonzalez, il présente aux gens d'affaires de bonne compagnie un cours aimablement magistral sur les variantes possibles de la gestion monétaire commune ; aux britanniques indécis à cause des positions jusqu'alors intraitables de Maggie, Thatcher, il fait miroiter une solution rassurante et raisonnable en apparence : "ne rien changer", si ce n'est la remise du pouvoir bancaire discrétionnaire à une sorte de comité central d'experts ; c'est le banquisme intégral.

Entre les lignes, le commentaire révèle cependant l'enjeu que s'apprêtent à saisir ces "responsables du crédit", discrètement tapis dans l'ombre des ministres des Douze et des directeurs des Banques Centrales.

Le commentateur commence par ironiser sur l'idéalisme social du plan Delors, préférant appeler "Monnet" notre Ecu par trop franchouillard. Surtout il critique l'absence d'exposé sur une utilité réellement immédiate du Plan. Cette position plait aux Britanniques traditionnellement non-logistes, et tend à rassurer d'autre part les plus lucides d'entre eux, incertains sur la justesse des exigences de leur dame de fer avant tout accord ; pour ("Economist", oui, il vaut mieux accepter les options minimum du Plan, ça ne fera pas de mal aux chers portefeuilles, à condition de laisser le pouvoir bancaire aux mains "autorités responsables", et de laisser à chaque pays les règles et les décisions autonomes du passé, qui facilitent tellement la division des esprits d'un pays à l'autre.. La discussion au premier degré des modalités du projet est d'une lumineuse simplicité :

1. A quoi la forme monétaire proposée est-elle utile ?
2. Quelle forme devrait-elle prendre ?
  - soit liée à l'union économique et politique ?
  - soit liée à la monnaie ?

L'imprécision des attendus du projet présenté par Delors semble avoir produit une curieuse confusion au Parlement européen entre une "Alliance" des Allemands de l'Ouest et des Français obsédés par les désordres des taux de change et par le rêve d'un "progrès historique" d'une part, et le groupe des anti-Delors d'autre part, opposés à tout contrôle des capitaux et à l'entrée de devises faibles dans un système monétaire européen non encore stabilisé ; l'"Economist" ne se pose pas la vraie question préliminaire qui est : "pourquoi nos monnaies sont-elles stables ?" et à qui profite cette instabilité ? au lieu de cela, il fait un cours de banquisme, général exercice d'équilibres instables : à propos de 1990, "quand les capitaux passeront" : pour conserver les capitaux dans un pays frappé par la dévaluation, il faut augmenter les taux d'intérêt (l'auteur note avec une pointe d'humilité que c'est justement la manoeuvre inverse qui contient actuellement les dévaluations italienne et espagnole, mais qu'importe...). Une telle hausse des taux d'intérêt lui semble inutile si on exerce un contrôle sur les capitaux.. Le non-contrôle par les politiques est le meilleur moyen pour le monopole du crédit de s'arranger discrètement pour les tenir et nous tenir étroitement entre leurs griffes par grandes d'armes de loi et d'ordre interposés les pays "policés" se laissent tondre, et pour les autres il suffit de savoir corrompre - ou faire assassiner - les représentants de l'"autorité". Ainsi, le désordre économique international n'a pour palliatif que le "sage" et discret contrôle du crédit par les régimes maîtres du monde industrialisés.

L'idée de Delors de réduire les tensions à la source en maintenant une discipline stricte d'équilibre des taux de changes pour la zone européenne ne paraît pas séduire l'"Economist" ; n'est-ce pas parce

qu'elle apporterait enfin un peu de sécurité aux producteurs, sur lesquels repose l'espoir de résoudre la crise ? Assurer les acteurs de l'économie qu'ils ne seront plus condamnés à l'échec par des sauts imprévisibles de la valeur financière des indispensables tickets de crédit, voilà qui serait du pouvoir à la mafia mondiale du 'crédit'.

Ce que propose le bon apâtre du banquisme au nom de la liberté d'entreprise, c'est que chaque gouvernement européen gère son inflation nationale par les restrictions budgétaires et par l'impôt...

Enfin l'idée proposée pour une harmonisation des taux d'inflation entre pays lancés dans la guerre civile européenne des marchés, c'est, je vous le donne en mille, la référence à l'or !

Voilà, la boucle est bouclée, inutile de se poser des questions sur ce qu'est la valeur économique et ce qui fait le crédit réel d'un bien économique ni le crédit correspondant à ouvrir aux hommes automatiquement solidaires de ceux qui l'ont produit le crédit réel est un moyen de déterminer l'optimum économique, pas un instrument d'appauvrissement des peuples !